



Stabilité du Lac Tchad : la voie du développement économique et la résilience des populations en complément de l'action militaire

MADJIASRA NAKO

Juillet 2023

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Depuis 2015, les États riverains du bassin du Lac Tchad tentent d'apporter une réponse militaire à Boko Haram qui a provoqué un drame humain et économique sur ce territoire autour duquel les habitants de quatre pays vivent. L'apparition du terrorisme dans cette partie du continent n'est que la conséquence de l'absence des États qui n'ont construit ni infrastructures, moins encore installé les services sociaux de base.

Surpris par la menace, les États ont réagi en apportant une réponse militaire qui réduit le danger sans le faire disparaître. Au fil des ans, le mouvement islamiste a fait la mue et il importe que les États adaptent leurs réponses à cette situation en promouvant le développement économique en complément de l'action militaire. Pour aller au-delà du tout sécuritaire, les États, avec l'appui de la communauté internationale, doivent écouter les populations, recueillir leurs doléances et aspirations pour concevoir un plan de riposte cohérent pour cette partie de l'Afrique qui est à la croisée de plusieurs régions (Afrique de l'Ouest, Sahara et Afrique centrale). Celui-ci doit se faire de manière concertée et avec l'appui de la communauté internationale, au

risque que la pauvreté, le changement climatique qui font le lit au terrorisme n'impactent plus gravement la sécurité de la zone et du reste du monde.

INTRODUCTION

Jusqu'à la mort du Maréchal Idriss Déby Itno en avril 2021 dans le désert tchadien, alors qu'il combattait les rebelles du Front pour l'alternance et le changement au Tchad (Fact), le Tchad était considéré comme un « *ilot de stabilité dans un océan d'insécurité* ». La relative stabilité reconnue à ce pays ne tient qu'à l'absence de mouvements insurrectionnels à l'intérieur de son territoire qui n'est pas épargné par des actes de banditisme et divers trafics. La chute de Mouammar Kadafi en octobre 2011 en Lybie, celle d'Omar Hassan El-Béchrir au Soudan en 2019, suivie d'une transition qui s'est achevée par un coup d'État puis une guerre civile, l'apparition de Boko Haram et son implantation autour du Lac Tchad à la fin de l'année 2014 ont davantage accentué le risque d'une déstabilisation de la région.



La prompt réaction des États riverains du Lac (Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad) et le Bénin a permis la création de la force multinationale conjointe (MNJT – Multinational Joint Task Force), placée sous la tutelle de la Commission du bassin du Lac Tchad (Cblt). Déployée dans le pourtour du Lac, cette force a permis de contenir la menace sans pour autant l'annihiler. Après une longue période d'accalmie, Boko Haram a fait parler de lui à nouveau alors qu'on le croyait fortement affaibli après la grande offensive surnommée par l'ancien Président Idriss Déby Itno « *colère de Bohoma* ». En avril 2022 et les mois qui ont suivi, le groupe terroriste qui a évolué de mode opératoire a continué à harceler les forces de défense et de sécurité avec des opérations de guérilla et des enlèvements. Cependant, il semble que le développement socio-économique et l'accès à des services sociaux de base appropriés soient des défis qui minent les résultats militaires apparents. L'objectif de ce policy paper est de poser un diagnostic de la gestion régionale de la lutte contre Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad (avancées et limites) et de dégager des perspectives pour une stabilité durable de la région, sachant que la nouvelle crise soudanaise aura des répercussions sur le Tchad avec plus de 100.000 réfugiés soudanais ayant déjà traversé la frontière, selon l'agence de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR) réfugiés.

UN SUCCÈS MILITAIRE RELATIF, MAIS LES PROBLÈMES Demeurent

Les attaques répétées des groupes armés ont forcé plus de 406 000 personnes à fuir hors de leurs villages d'origine pour s'installer dans des camps de fortune, selon l'UNHCR. Les pertes en vies humaines, en moyens de production et le retard enregistré dans le développement économique restent importants. Avant 2015, la région du Lac Tchad, haut lieu de commerce, était le carrefour de certains trafics illicites comme la vente de drogue et des produits psychotropes importés du Nigeria. L'économie de la province tournait en Naïra quand bien même trois pays riverains sur les quatre utilisent le franc Cfa. Cette situation est due à la robustesse de l'économie nigérienne qui ravitaille la plupart des pays voisins en produits manufacturés. À cause du « *boom pétrolier* » des années 1970-1980, le Nigeria était devenu une destination pour des jeunes désœuvrés en quête de fortune. Des voyages qui ont fini par construire dans l'imaginaire des jeunes

comme modèle de réussite le *Alhadji*, ce commerçant fortuné roulant dans de grosses cylindrées avec plusieurs épouses et enfants. La récession qu'a connue l'économie nigérienne a fini par déconstruire, en partie, cette image et favorisé la montée du discours d'intolérance. Bien que combattus, ces trafics persistent à cause de l'absence des États en termes de présence militaire et administratif. En janvier 2015, lorsque les premiers fuyitifs, après l'attaque de Baga-Kawa, ont atteint les rives tchadiennes, la présence militaire était assez faible.

Ce n'est qu'au fil des opérations que la présence de l'armée s'est renforcée jusque sur les îles de Tchongolé et Kinasserom. On estime à près de 10 000 le nombre de soldats engagés par les quatre États dans le cadre de la lutte contre les terroristes. La ville de Baga Sola a même été dotée d'une importante base militaire avec la capacité d'accueillir des aéronefs.

Sur le plan militaire, Boko Haram n'opère quasiment plus sur le territoire tchadien, mis à part de rares incursions contre les positions de l'armée et les enlèvements sporadiques contre les populations, les travailleurs humanitaires et même des agents de l'État. Malgré l'absence d'opérations militaires, les îles ont été désertées par les populations qui ont regagné les grands centres urbains comme Bol, Baga Sola ou Liwa.

Depuis lors, le nombre des attaques a considérablement baissé. Mis en difficulté militairement, Boko Haram a opté pour une stratégie de repli, n'effectuant que de rares incursions pour se ravitailler en nourriture. C'est aussi en ce moment qu'est apparue la pose des engins explosifs en lieu et place des attaques frontales. C'est, enfin, le début des dissensions idéologiques qui aboutiront à la scission de Boko Haram et la naissance de l'Is wap (État Islamique en Afrique de l'Ouest) sous la férule de Abou Moussab El-Barnaoui. Il n'existe pas de bilan chiffré, mais le péril sécuritaire a été momentanément éloigné.

On pourra conclure que, bien qu'il ait été militairement affaibli, Boko Haram tel, une hydre n'est pas complètement anéantie et profite des périodes de répit pour se réorganiser, voire changer de méthodes en recrutant parmi les paysans désœuvrés à cause de l'insécurité sur les îles.



PÉRENNISER LES ACQUIS ET S'ADAPTER À LA NOUVELLE SITUATION

Il est établi que les longues opérations militaires comportent de grands risques d'enlèvement pour les armées. C'est ce qui peut arriver autour du lac, où les forces armées se sont constituées depuis près d'une décennie, mais les défis demeurent.

Au risque de lassitude, s'ajoute la délicate question du financement des opérations militaires, qui risque à terme de faire défaut à la force multinationale conjointe. Les crises se multipliant, l'attention médiatique et celle des bailleurs est aujourd'hui plus orientée vers les nouvelles crises comme le Soudan ou l'Ukraine. C'est pourquoi, il importe de s'ajuster pour des raisons stratégiques évidentes.

La première mesure à prendre est d'adapter le modèle d'engagement à la situation nouvelle. La guerre étant de plus en plus asymétrique avec un ennemi qui fait partie de la population, les armées devraient « se dépouiller de la tenue » pour se rapprocher davantage des populations. Ce qui donnera aux interventions un visage plus humain, facilitera la socialisation des soldats et par ricochet facilitera la collecte du renseignement humain. À cette étape de la guerre, une armée retranchée dans son camp face à un ennemi invisible n'est que plus vulnérable.

Les unités devraient par exemple initier des activités civilo-militaires à caractères sociales (intervention dans les centres de santé, construction d'ouvrages d'intérêts collectifs pour les populations) participants ainsi aux efforts de relèvement de la région qui, rappelons-le, manquaient et manquent encore de services sociaux de base adéquats.

POUR UN PLAN GLOBAL DE « CONSTRUCTION ET NON DE RECONSTRUCTION »

Qu'il s'agisse du Niger, du Nigeria, du Cameroun ou du Tchad, la région du Lac Tchad a manqué de vision politique et d'intérêt de la part des gouvernants. La grande sécheresse des années 1970 qui a provoqué la réduction drastique de la surface du Lac Tchad n'a pas attiré l'attention des États sur ce territoire aux terres fertiles,

comme l'ont prouvé les expériences de développement des polders (une étendue artificielle de terre gagnée sur l'eau, le plus souvent dont le niveau est inférieur à celui de la mer, à partir de marais, estuaires, lacs ou des zones littorales, Larousse). La création de la commission du bassin du Lac Tchad (Cblt) n'a que très peu répondu aux impératifs de développement qu'impose la situation.

Ce qui fait dire à plusieurs observateurs que le Lac Tchad a plus besoin d'un programme global de « *construction et non de reconstruction* ». L'offre politico-économique dont doit bénéficier cette région doit inclure la construction des infrastructures (routes, ouvrages socio-éducatives et sanitaires) mais aussi la création d'un nouveau système de production qui tienne compte de l'avant et après Boko Haram. Si avant 2015, le système de production et les échanges étaient essentiellement orientés vers le Nigeria, ce système de production s'est disloqué du fait de l'insécurité. Aujourd'hui, les lacustres ne produisent plus et dépendent en grande partie de l'assistance des ONG humanitaires, qu'ils vivent dans les camps de réfugiés et déplacés ou en dehors. Il faudra pour se faire envisager un plan de retour des populations déplacées dans leurs villages. Ce sera le premier pas sur le long chemin de la construction du Lac.

Le nouveau système économique doit donc tenir compte des métiers de base (pêche, agriculture, élevage) mais aussi des évolutions acquises grâce au contact avec l'extérieur depuis le début de la crise. L'approche devra être holistique pour ne pas perdre de vue les aspects socio-anthropologiques. Région oubliée par les États qui partagent cet espace commun, le Lac Tchad reste aussi un territoire marqué par les féodalités qui ont été mises à rude épreuve par la crise humanitaire. La construction des écoles, des centres de santé, des lieux de loisirs et des voies de communications favorisera la reprise des activités économiques.

En plus d'améliorer la productivité et sécuriser les moyens d'existence, cette approche sera déterminante dans la déconstruction du discours terroriste et rendra de plus en plus difficile les recrutements basés sur la précarité et le désœuvrement des jeunes.



LE CONFLIT SOUDANAIS, UNE MENACE POUR LE TCHAD, ET SON LAC

Si le Soudan sombre dans la guerre, le Tchad ne sera que d'avantage fragilisé, à la fois à cause des afflux qui vont fragiliser son économie déjà exsangue, mais aussi une sécurité précaire du fait de l'existence de groupes rebelles non-signataires des accords de paix dans le cadre de la transition en cours. Ces mouvements rebelles pourraient profiter de la situation insurrectionnelle pour se réarmer, voire lancer des assauts. Pour mémoire, Boko Haram a réussi à atteindre le port du Soudan où ses éléments partis récupéré de la logistique ont été interpellés à la suite d'une action coordonnée des services Soudanais et Tchadiens. Ce qui laisse penser que l'exacerbation de la crise au Soudan sera perçue par l'Is wap et Boko Haram comme une opportunité pour s'armer et recruter davantage.

Le Lac Tchad, comme écrit supra, est en vérité un parent pauvre en termes d'installation de l'État, ses pouvoirs régaliens et les politiques de développement. Enjeu stratégique en matière de lutte contre le changement climatique et contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le lac doit être l'élément fédérateur des quatre pays riverains autour d'un objectif commun de développement. Or, en dépit de plus de quarante ans d'existence de la Commission du bassin du Lac Tchad (CBLT), les difficultés de coordination régionale des stratégies de développement persistent. À cette difficulté qui s'explique par les conflits latents entre voisins s'ajoute le désintérêt et donc l'absence de financements des projets et programmes en faveur du Lac Tchad.

RECOMMANDATIONS

Au terme de cette analyse, il nous paraît important de recommander :

À la Communauté internationale :

- A. Mobiliser l'aide internationale urgente pour résoudre les problématiques de la région (insécurité, changements climatiques, migration, sous-développement...). Un accroissement de l'insécurité dans cette région ne fera que renforcer les risques de déstabilisation du Sahel et du Golfe de Guinée ;
- B. Soutenir et financer la conception puis la mise en œuvre d'un plan de construction du Lac Tchad pour prévenir l'immigration, les trafics et le terrorisme ;
- C. Encourager les États riverains du Lac Tchad à sortir du tout sécuritaire pour que leurs forces de défense et sécurité deviennent des « armées de métiers » au service du développement ;
- D. Soutenir les efforts des pays pour éviter un embrasement de la situation au Soudan. Chose qui entraînera des répercussions sur toute la région en raison des situations de fragilité déjà observées.

Aux États :

- A. Rapprocher les services sociaux de base des populations riveraines du Lac Tchad pour favoriser leur intégration au sein des communautés nationales. L'absence de l'État étant une des principales causes de l'installation puis le développement de l'extrémisme violent, seule une présence plus accrue des services de l'État permettra de rassurer les populations et dissuader les velléités ;
- B. Revoir les politiques de développement en adoptant une approche holistique dans leurs conceptions. Intégrer les populations depuis la conception permettra de rendre ces programmes et projets plus viables et surtout acceptés des bénéficiaires ;
- C. Mettre en place un programme spécial pour l'accès à l'éducation des couches défavorisées, notamment les filles.



CONCLUSION

La crise sécuritaire puis humanitaire causée par l'apparition de Boko Haram en 2015 dans le lac Tchad, a connu une réponse militaire avec diverses fortunes. Si la menace terroriste a relativement diminué, elle reste présente avec de nouveaux modes opératoires. La plupart des populations ayant fui leurs villages sans moyens de production sont toujours dans les camps de déplacés. La pauvreté, une des causes de l'adhésion d'une partie de la population à l'extrémisme violent, n'a pas reculé malgré l'action humanitaire. Il faut donc une

politique économique plus élaborée qui tienne compte des aspirations de la population.

Pour cela, les États riverains en appui avec la communauté internationale doivent tirer les leçons de l'échec des précédentes politiques de développement et placer l'humain au centre de la nouvelle approche. Celle-ci doit favoriser l'émergence d'une économie diversifiée conçue de manière holistique et mise en œuvre en tenant compte de toutes les couches de la société. C'est la voie idéale pour combattre de manière intelligente le terrorisme qui recrute en dénonçant l'exclusion et les injustices.



À propos de l'auteur

Madjiasra Nako est journaliste. Il couvre depuis une vingtaine d'années pour le Tchad et les pays voisins. Il a travaillé notamment à Radio France Internationale, Jeune Afrique et l'agence Reuters.

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Point E | Boulevard de l'Est | Villa n°30
BP 15416 Dakar-Fann | Sénégal

Tél. : +221 33 859 20 02 | Fax: +221 33 864 49 31
Email : info@fes-pscc.org | www.fes-pscc.org
© Friedrich-Ebert-Stiftung 2023

Conception graphique : Green Eyez Design SARL,
www.greeneyezdesign.com

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES. Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la Friedrich Ebert Stiftung.

